

Migrants irréguliers : Une urgence dans l'urgence

20.03.2020 | Migrants irréguliers : Une urgence dans l'urgence

« Depuis le début de la propagation du coronavirus, personne n'a pris de nos nouvelles. Il n'y a pas eu de consultations médicales ni de la part des services sanitaires compétents, ni de la part des associations. Nous avons le sentiment d'être abandonnés par tout le monde ». C'est ainsi que Camara, un migrant irrégulier, nous a décrit le quotidien de la population migrante installée aux alentours de la gare d'Ouled Ziane à Casablanca.

Des propos que confirme Ebeha Beyeth Gueck, président de l'Association Banque de solidarité qui nous a affirmé qu'aucun dispositif spécifique destiné aux migrants en situation administrative irrégulière pour lutter contre le Covid-19 n'a été établi et que ces derniers sont abandonnés à leur sort. « En tant qu'association œuvrant dans le domaine d'assistance médicale aux migrants, nous n'avons reçu aucune consigne ou directive de la part de la commune ni de la wilaya sur ce sujet alors qu'il y a une demande de la part de cette population concernant les masques et les gants », nous a-t-il précisé. Et d'ajouter : « Notre association n'est pas la seule à noter l'absence de mesures destinées aux migrants irréguliers. D'autres associations m'ont confirmé qu'elles aussi n'ont pas reçu de consignes relatives à la protection de cette population précaire ainsi que les bénévoles qui interviennent auprès d'elle. Mais, nous sommes en train de réfléchir en tant qu'ONG à mettre en place une opération de distribution de masques et gants mais on ne sait pas encore comment procéder. Sachant qu'il y a une demande de plus en plus urgente de la part des migrants concernant les gants et

les masques ».

Pour Abdoulaye, un autre migrant irrégulier, il n'y a pas de différence avant et après la propagation du coronavirus. « On survit toujours dans des lieux insalubres entassés les uns sur les autres sans eau potable, ni toilette ni douche. Nous avons également peur pour notre vie, mais on peut rien faire puisqu'on n'a pas les moyens, ni le choix d'ailleurs ». Un autre souci qui s'ajoute à une liste déjà longue de souffrances et de calvaires (froid, stress, fatigue, pauvreté, expulsion vers le pays d'origine, ...) ».

A ce propos, nombreux sont ceux qui s'interrogent sur la nature des mesures à prendre et sur les conseils à donner à ces migrants afin que le Covid-19 ne se propage pas. En effet, comment cette population peut-elle respecter les consignes strictes d'hygiène sans accès à l'eau de son lieu de vie ? Comment peut-elle faire face à ce virus alors qu'elle vit en proximité ? Et comment un migrant contaminé peut-il se soigner alors qu'il n'a pas de domicile fixe ?

En France, dans le nord, précisément à Calaisis comme à Grande-Synthe, les autorités ont procédé à la mise en place de citernes d'eau et distribué des bidons et du savon aux sans-papiers. Près de « 150 à 200 bidons d'eau » sont distribués chaque jour.

Ces derniers bénéficient également des douches qui ont été adaptées pour éviter la concentration de personnes. Des affiches traduites en plusieurs langues, rappelant les recommandations sanitaires et les gestes barrières, comme pour le reste de la population, ont été apposées sur les lieux de vie de cette population.

Ces autorités comptent même donner des consignes « strictes » limitant la circulation de ces migrants afin de les « inciter à rester à proximité de leurs campements et réduire les risques de propagation du virus », rapportent certains médias français.

Pour plusieurs associations françaises, lutter contre le Covid-19 passe par le fait que « le droit à l'hébergement » et « le droit à des conditions matérielles de vie décentes » soient « appliqués de toute urgence » en faveur de la population migrante. Cela doit passer selon elles « par l'ouverture de plusieurs lieux d'hébergement inconditionnels », « la mise en place de sites de distribution

alimentaire en nombre suffisant pour limiter les regroupements d'un trop grand nombre de personnes », « l'ouverture de dispositifs spécifiques requis dans le cas de la protection des mineurs isolés » ou encore « le déploiement de nombreux points d'accès à l'eau et au savon ». En outre, « tout ceci doit s'accompagner d'une information adaptée aux personnes exilées ».

En attendant que pareilles mesures soient appliquées au Maroc, il est légitime de se demander si les migrants en situation administrative irrégulière sont des facteurs de propagation du virus. « Absolument pas », répondent plusieurs spécialistes de la santé publique, qu'ils soient européens, marocains ou autres. Ils sont unanimes à considérer les migrants comme une population vulnérable et non comme des vecteurs de maladie.

Abderrahmane Ibenmamoun, expert en matière de santé publique, nous a expliqué dans notre édition du 14 mars 2019 que les candidats à la migration sont, en grande majorité, des jeunes robustes et en bonne santé. «Le problème commence sur les routes migratoires ou dans les pays de transit. Les conditions difficiles dans lesquelles se déroule le voyage impactent négativement la santé des migrants. Ces derniers vivent dans un état de stress permanent, à tel point que le vrai danger qui menace leur vie ne vient pas des maladies contagieuses, mais des maladies cardiovasculaires et de la hausse de la pression artérielle. Une grande partie d'entre eux meurt suite à des accidents cérébro-vasculaires», nous a-t-il expliqué. «Dans la littérature scientifique sur la migration, ce sont ceux qui sont en bonne santé qui sont les plus aptes à immigrer. C'est-à-dire qui sont les plus à même de supporter les conditions difficiles de la route. Ce qui les rend malades, c'est de vivre dans des conditions défavorables. D'ailleurs, chez cette catégorie, on ne trouve pas de pathologies lourdes et les cas de paludisme, de sida et de maladies tropicales sont très limités. En règle générale, les migrants sont en bonne santé », nous a précisé, de son côté, Mariam Ouabi, chercheuse attachée à l'Observatoire régional des migrations, espaces et sociétés (ORMES), de l'Université Ibn Zohr d'Agadir.

Cette dernière estime, en outre, que la prise en charge totale ou partielle des malades n'est pas le vrai problème. Le véritable souci, pour elle, ce sont les conditions de vie des

migrants. «Il faut d'abord agir sur les conditions de vie avant de parler de prise en charge. Les déterminants sociaux de la santé (logement décent, nourriture et eau potable) sont des facteurs cruciaux et doivent être pris en considération puisque l'utilité des médicaments et des traitements est caduque dans un environnement de précarité. L'efficacité du traitement dépend des bonnes conditions de vie, vu qu'il n'y a pas de système de santé spécifique pour les 50.000 migrants régularisés et que les réfugiés eux-mêmes n'ont pas de cartes d'accès aux soins», a-t-elle conclu.

Source

: https://www.libe.ma/Migrants-irreguliers-Une-urgence-dans-l-urgence_a116672.html

Hassan Bentaleb